

EUROPE: YES, WE CAN

par Tommaso Padoa-Schioppa

Il y a un an, à la même date environ, Barack Obama et Hillary Clinton concouraient pour la candidature à la Présidence américaine au cours de la campagne la plus intense et la plus incertaine dont on se souvient. Aujourd’hui l’Amérique se présente avec un visage, des paroles, des actes, un style de gouvernement profondément modifiés : légalité constitutionnelle, épargne énergétique, ouverture au monde musulman, nouvelles relations avec Cuba, interdiction de la torture, mise en place de réformes sociales. L’arrogance futile, le recours à la peur, la myopie ont cédé le pas au sérieux, au calme, à l’écoute, à une vision de long terme. En changeant pacifiquement une politique et un gouvernement dont le peuple était mécontent, la mécanique essentielle de la démocratie s’est enclenchée.

Cela pourrait-il arriver en Europe ? Pourrons-nous, d’ici un an, voir dans l’élection européenne de 2009 un tournant dans l’histoire du continent ? Aucune malédiction divine ou disposition constitutionnelle ne l’empêche.

Essayons d’imaginer. Dans une motion votée par tous ses groupes parlementaires, le nouveau Parlement déclarerait que, face à la crise, à la désintégration du marché unique, au changement des équilibres mondiaux, à l’impotence évidente des pays européens pris individuellement, au gaspillage de ressources inhérent à la fragmentation des dépenses, un changement de cours s’impose. Il prend deux décisions.

En premier lieu, il réclame que, comme dans toute démocratie parlementaire, l’élection du président de la Commission (et des Commissaires) – qui ne peuvent entrer en fonction sans un vote de confiance - lui revienne. Que les premiers Ministres et le Conseil européen sachent que de toute façon – comme pour tout chef d’Etat ou roi dans les États membres – la nomination d’un Exécutif qui n’a pas l’accord des représentants du peuple sera rejetée. En deuxième lieu, le Parlement demande une réforme immédiate et radicale du budget de l’Union et donc des politiques communes : des dépenses flexibles et discrétionnaires, aucune répartition rigide de l’argent dépensé par Etat membre, des sources de revenus véritablement européennes, de nouvelles ressources pour réaliser les politiques communes prévues par les Traité et jusqu’à maintenant bloquées par le Conseil.

Ces deux initiatives bouleversent le *modus operandi* de l’Union et empêchent son fonctionnement : cessations de paiements et des procédures, protestation des bénéficiaires des dépenses, manifestations. Le Parlement ne cède pas. Finalement après des mois de paralysie, les gouvernements, le Conseil (le cartel des récalcitrants, l’immense table où les ministres nationaux récitent les déclarations préparées par leurs fonctionnaires) comprend que le jeu a changé, se résigne à la constitution d’un nouveau pouvoir en Europe. Une paralysie totale de quelques mois se révèle plus intolérable (mais moins nuisible) que l’hémiplégie dans laquelle l’Europe languit depuis des décennies. Certains pays refusent cette évolution, décident de sortir de l’Union en obtenant de conserver les droits acquis.

Cela ne prendrait pas plus d’un an. Ce ne serait pas un tournant historique plus important que l’unification politique de l’Allemagne au XIX^{ème} siècle, que la révolution d’Octobre, la décolonisation ou la chute de l’empire soviétique au XX^{ème} siècle. Si ce changement n’a pas lieu, seules la paresse et l’indifférence des Européens pourront être incriminées.

Très peu des gens pensent que cela peut arriver. Je ne le crois pas non plus. Mais je pense que cette éventualité serait souhaitable, qu’elle pourrait arriver et qu’elle arrivera peut-être un jour. Les citoyens européens devraient s’en convaincre. Et j’espère que, parmi ceux qui ont une vocation politique, certains construiront leur propre avenir sur cette éventualité, de même que par le passé, d’autres l’ont construit sur la conquête de l’unité de l’Italie, du suffrage universel, ou encore de l’abolition de l’esclavage. *Yes, we can.*